



Fonction publique

Les syndicats claquent la porte

Sept des neuf syndicats de fonctionnaires dénoncent "une mise à mort programmée" de la Fonction publique et ont quitté son Conseil commun, mercredi 13 février.

Modernisation comme seul argument

Refonte des instances de dialogue social, recours élargi aux contractuels, pont entre public et privé... Le projet de loi sur la fonction publique, présenté mercredi aux organisations syndicales, se veut selon Bercy un moyen de "moderniser" le statut des fonctionnaires.

Dans le projet de loi qui doit être présenté jeudi à la presse puis fin mars en Conseil des ministres il est évoqué la création d'un "comité social d'administration", instance unique qui en remplacera deux ("CT" et "CHSCT"). Selon Bercy, il s'agit de rompre avec des "instances trop nombreuses, traitant de chaque cas individuel" et qui font que "le dialogue social perd en efficacité". La réforme prévoit aussi, comme attendu, une rémunération au mérite qui "peut tenir compte" des "résultats professionnels", sur le modèle du secteur privé, même si le détail passera surtout par voie réglementaire.

Autre point d'achoppement sur le sort des 5,5 millions d'agents, le projet élargit les possibilités de recours à des contractuels sur des postes à haute responsabilité, notamment de directeurs généraux. "Cette réforme n'est pas celle de la fin du statut ou de la casse du service public. C'est au contraire celle d'un statut modernisé, adapté aux nouveaux besoins de la société", souligne-t-on à Bercy.

Le texte n'est pas acceptable

" Le Ministre a remis aux organisations syndicales, le projet de loi portant sur la transformation de la Fonction publique qui reprend la quasi-totalité des orientations qui font désaccord depuis plus d'un an", explique la FSU. Olivier Dussopt « n'entend rien de nos revendications » a déploré Gaëlle Martinez, déléguée nationale de Solidaires-Fonction publique à la sortie de la réunion. Le projet de loi "reprend les pires craintes qu'on pouvait avoir", insiste Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT-Fonctionnaires.

A l'issue d'une année de concertations sur un texte qui doit s'accompagner de la suppression de 120 000 agents d'ici 2022, sept syndicats de fonctionnaires sur neuf ont donc "claqué la porte" de la réunion animée par le secrétaire d'État Olivier Dussopt, en charge de ce dossier, pour dénoncer une "mise à mort" programmée du statut de la fonction publique.

Huit syndicats avaient demandé au gouvernement le 12 février la suspension de ce projet de loi. Deux syndicats réformistes, signataires de ce courrier commun, n'ont pas quitté le Conseil : la CFDT et l'UNSA. Etonnant non ?



Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et des professeurs de collège
Section du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND
Tél 04.73.31.43.72 & 09.63.28.56.75 ✉ snu63@snuipp.fr